Document generated on 06/01/2025 4:14 a.m.

Nouveaux Cahiers du socialisme

Le défi de lutter ensemble

Andrea Levy and André Frappier

Number 24, Fall 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI: https://id.erudit.org/iderudit/94040ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)
1918-4670 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Levy, A. & Frappier, A. (2020). Le défi de lutter ensemble. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 87–93.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le défi de lutter ensemble

Andrea Levy et André Frappier
Rédactrice à Canadian Dimension *et rédacteur à* Presse-toi-à-gauche*, membres des* Nouveaux Cahiers du socialisme

La crise environnementale et sanitaire nous place devant un défi incontournable : nous ne pourrons revenir à ce que nous avons connu jusqu'à aujourd'hui. Nos sociétés doivent changer de cap, au Québec, au Canada et dans le monde entier. Nous ne pouvons continuer à laisser la classe capitaliste dominer le monde. Rosa Luxemburg avait résumé ce défi par l'alternative catégorique entre socialisme et barbarie. Nous sommes maintenant devant ce choix à une époque où l'amplification de la crise écologique et sanitaire est venue ajouter un nouveau volet à la crise mondiale de la gestion capitaliste.

Au Québec et au Canada, nous devons réfléchir aux moyens pour réaliser cet objectif à l'échelle continentale de l'Amérique du Nord, à tout le moins dans l'État canadien. Il semble donc impératif, pour commencer, de concevoir et de bâtir une stratégie commune de sortie de crise avec les mouvements populaires et progressistes du Québec et du Canada anglais – à défaut d'une meilleure appellation — en alliance avec les peuples autochtones. C'est à ces questions que nous allons tenter de répondre.

L'alliance des forces progressistes au Québec et au Canada

Pour la gauche au Québec et au Canada, il importe de définir une stratégie de lutte commune et organisée pour se réapproprier le pouvoir dans l'État canadien. La lutte doit être commune parce qu'on ne peut au Québec réussir à créer une société égalitaire et indépendante sans faire face à l'État canadien et parce qu'une perspective écologiste ne peut se réaliser uniquement à l'intérieur de nos frontières. Le Québec a besoin de l'appui et de la collaboration des travailleurs et travailleuses et des groupes populaires du Canada anglais, et ces derniers ne peuvent développer une perspective émancipatrice sans adhérer à une stratégie de lutte anticapitaliste commune avec les forces progressistes du Québec.

La solidarité avec la lutte de libération nationale québécoise est liée à la défense des intérêts à long terme de la classe ouvrière du Canada anglais et constitue une occasion pour le mouvement ouvrier du Canada et du Québec de surmonter les obstacles à une bataille commune.

Le mouvement ouvrier et populaire québécois doit aussi assumer ses responsabilités. Il ne parviendra à prendre la direction de la lutte nationale et à lui insuffler un contenu de classe que s'il adopte une politique d'alliance avec la classe ouvrière canadienne-anglaise et les peuples autochtones. Il doit dépasser l'expression étroite et nationaliste de sa lutte. L'indépendance n'est pas une finalité en soi, mais le début d'un changement systémique qui vise à la réappropriation populaire des structures économiques, politiques et écologiques du pays à créer.

Il faut définir l'État canadien sous sa forme actuelle comme le carcan commun de la classe ouvrière du Canada anglais, du Québec et des peuples autochtones. La question des intérêts de classe est donc fondamentale pour le mouvement ouvrier du Canada anglais pour comprendre la nécessité d'appuyer la lutte des forces progressistes du Québec dans le but de s'affranchir de la domination de l'État canadien ; et il en va de même pour la classe ouvrière québécoise.

Décolonisation : condition préalable à la lutte pour la justice

En outre, l'émancipation du peuple québécois ne peut s'effectuer sans la reconnaissance des droits, des revendications et de l'autonomie des peuples autochtones, ainsi que par un processus de décolonisation partout dans les territoires désignés par les noms de « Canada » ou de « Québec ». Nous ne pouvons concevoir la souveraineté du Québec sans la reconnaissance des droits des peuples autochtones. Le peuple québécois ne peut refuser aux autres peuples ce qu'il revendique pour lui-même, c'est-à-dire le plein droit à l'autodétermination. Cela implique le remplacement de l'*a priori* de l'intégrité territoriale du Québec par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposant librement de leur avenir.

On a franchi un pas en 2018 avec la popularité accrue et le succès électoral de Québec solidaire (QS), lequel s'est engagé, en lien avec les mouvements populaires, à bâtir des perspectives communes d'émancipation avec les peuples autochtones. C'est ce qui explique pourquoi la députation de QS s'est opposée aux trois autres partis reconnus à l'Assemblée nationale qui voulaient réaffirmer l' « indivisibilité » du territoire québécois. Selon Manon Massé, la porte-parole de QS, un Québec émancipé devrait reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples autochtones[1].

1 Patrice Bergeron, « Motion sur l'intégrité territoriale du Québec : QS s'abstient de voter », *La Presse*, 9 avril 2019.

Une telle reconnaissance doit évidemment avoir des retombées concrètes qui permettent de réparer les injustices dont sont toujours victimes les peuples autochtones, et d'assurer leur plein développement social, culturel, économique et politique.

Les ouvertures à la solidarité et les alliances se multiplient depuis quelques décennies avec l'accroissement des luttes autochtones, d'un océan à l'autre, pour la reconnaissance, la souveraineté et la défense de leurs terres et de l'eau contre les grands projets énergétiques et extractifs. La protection de la nature en particulier rallie les Autochtones et les allochtones à faire cause commune. On peut penser à l'opposition au projet Coastal GasLink en Colombie-Britannique, ou encore, contre le projet d'entreposage de gaz naturel d'Alton Gas en Nouvelle-Écosse, qui a suscité des alliances entre les communautés Mi'kmaq et les non-Autochtones. D'ailleurs un sondage Léger a révélé que 60 % des Québécois et Québécoises estiment que les revendications territoriales des peuples autochtones sont légitimes[2].

L'État fédéral, le Québec et le monde

L'État canadien s'est construit contre les droits des peuples, par l'oppression des peuples autochtones que l'on a dépossédés de leurs territoires et de leurs droits ancestraux et par l'oppression de la nation canadienne-française. Cet État s'est ensuite développé en instrument des sociétés industrielles et du capital financier, jouant de plus en plus un rôle impérialiste au niveau international en tant que partenaire junior de l'impérialisme américain.

Le Canada est aujourd'hui un État dominé par une bourgeoisie impérialiste puissante. Les banques et les compagnies canadiennes ont investi 1 288 869 milliards de dollars d'actifs à l'étranger en 2018. De ce montant, 194 727 milliards sont investis dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, dont 80 479 milliards pour l'extraction minière seulement[3]. Le secteur minier et pétrolier constitue un bon exemple de l'envahissement destructeur du secteur financier canadien à l'étranger, particulièrement en Afrique et en Amérique latine. En Amérique du Nord et notamment au Canada, les sociétés financières ont investi dans cette spéculation minière, et les compagnies canadiennes ont joué un rôle de premier plan dans l'exploitation des populations du Sud. La complicité du gouvernement canadien se traduit par sa législation permissive, comme l'explique Alain Deneault :

2 La Presse canadienne, « Sondage Léger : Les Québécois appuient les causes autochtones », *Radio-Canada*, 4 mars 2020.

3 Ressources naturelles Canada, Actifs miniers canadiens, *Bulletin d'information*, *décembre 2014*, publié en février 2015, <www.rncan.gc.ca/cartes-outils-et-publications/publications/publications-et-rapports-sur-les-mines-et-les-materiaux/actifs-miniers-canadiens/17074>.

> En s'abstenant d'agir au chapitre de ses propres compétences, il en vient à créer un vide juridique. Sa passivité se révèle ainsi être une façon de couvrir l'industrie extractive sous sa juridiction. Une industrie qui peut ensuite à souhait, à l'extérieur du Canada – au-delà des seuls enjeux boursiers – polluer, piller, corrompre, armer et bafouer toute logique de droit, en sachant qu'aucune mesure ne sera sérieusement mise en œuvre pour l'en empêcher [4].

La lutte nationale au Québec ne peut dans ce contexte se concevoir comme le rapatriement de pouvoirs. Une telle conception aurait comme logique la reproduction des mêmes schèmes que ceux du capitalisme canadien, mais sous contrôle québécois. Cela fut en quelque sorte l'expérience du Québec inc. Mais finalement les règles de l'économie mondialisée ont eu raison des Rona, Saint-Hubert, Cirque du Soleil et C Series de Bombardier qui sont devenus des avoirs étrangers.

Pendant toute une période, l'hégémonie du Parti québécois (PQ) sur le mouvement ouvrier québécois, avec son projet néolibéral souverainiste, a empêché le développement d'une politique de classe en instaurant le concept d'unité nationale interclassiste. Cela a eu pour conséquence de freiner l'expansion des luttes sociales revendicatives et la mobilisation du mouvement ouvrier lui-même. Dans les années 1990, pendant que le gouvernement conservateur de Mike Harris en Ontario imposait des coupes profondes au système de santé en fermant des hôpitaux et en licenciant des milliers d'infirmières, les gouvernements du PQ sous Jacques Parizeau et Lucien Bouchard agissaient de la même manière et sabraient dans les budgets de la santé avec des fermetures d'hôpitaux et l'élimination de 12 000 postes d'infirmières. Cette opération a été l'une des plus dévastatrices envers les services de santé dans l'histoire du Québec et on en subit les conséquences encore aujourd'hui.

En brimant les mouvements populaires, le PQ étouffait aussi la force mobilisatrice nécessaire à la réalisation de ce projet social que représente la vision progressiste de l'indépendance. Les politiques d'austérité successives du PQ ont d'ailleurs contribué à faire décliner le projet souverainiste de façon continue depuis le milieu des années 1990.

Ce projet souverainiste à saveur néolibérale ne devait pas être très attrayant pour la gauche du Canada anglais, mais la montée de QS et de son projet souverainiste de gauche, particulièrement dans la dernière décennie, a commencé à changer la donne. Des rencontres entre groupes de gauche du Québec et du Canada anglais se sont multipliées.

La tenue du Forum social des peuples à Ottawa du 21 au 24 août 2014 a certainement constitué le tournant qui a permis de donner corps à cette idée de réseautage pancanadien de la gauche. L'année suivante, en février 2015, une première rencontre

4 Alain Deneault et William Sacher, *Paradis sous terre*, Montréal, Écosociété, 2012, p. 71.

avait lieu à Toronto, organisée conjointement par le regroupement torontois Socialist Project et des militantes et militants de QS. En juin de la même année, les *Nouveaux Cahiers du Socialisme* et la revue *Canadian Dimension* ont co-organisé une table ronde qui présentait les perspectives d'alliance politique de la gauche au niveau pancanadien dans le cadre d'un colloque de la Société d'études socialistes à l'Université d'Ottawa.

Peu après, une quarantaine de militantes et militants provenant d'une dizaine de groupes sociaux et organisations politiques du Canada et du Québec se réunissaient à Halifax dans le cadre d'une conférence-débat organisée par le groupe Solidarity Halifax. Cette rencontre a constitué la base politique pour la construction d'un réseau militant pancanadien. Ce réseau, auquel ont participé les auteurs de cet article, s'est réuni régulièrement à partir de l'automne 2016 jusqu'en avril 2018. La rencontre d'Halifax avait tablé sur les convergences entre les différents groupes afin d'établir des principes sur lesquels nous pouvions travailler et cibler les débats que nous devions poursuivre.

Cependant ce travail est demeuré inachevé et nous n'avons pas développé de perspective claire en ce qui concerne une stratégie politique pancanadienne. Ce défi demeure encore devant nous et il faudra regarder quels sont les écueils qui restent à surmonter.

Du côté de QS, malgré un programme politique carrément à gauche sur le plan social, le parti n'a pas réussi à définir une orientation politique qui dépasse le cadre québécois. Même en ce qui concerne la question environnementale, son plan de transition se limite au cadre québécois, sans stratégie d'action avec les autres composantes progressistes du Canada anglais ou même internationales. Il en est de même pour la question nationale : QS a défini une stratégie d'accession à la souveraineté du Québec, mais ne place pas cette stratégie dans le cadre d'une lutte pour transformer l'État canadien, lutte dans laquelle les forces progressistes du Canada anglais ont objectivement le même intérêt. Cette perspective de classe nécessite une vision au-delà des frontières du Québec. Cela demeure pour l'instant un obstacle déterminant pour la réussite du changement social au travers de la lutte pour la souveraineté du Québec. Si QS ne situe pas la lutte pour la souveraineté dans le cadre anti-impérialiste, s'il ne situe pas la lutte environnementale dans un cadre internationaliste, il sera nécessairement limité à se battre pour des réformes au Québec, dans le cadre du fédéralisme canadien, un sentier que d'autres ont parcouru avant lui.

Cette situation ne ferait que laisser la porte ouverte à une politique nationaliste qui, comme on l'a constaté dans la dernière période, a mené à un nationalisme identitaire dont on voit déjà les contours et dérives, que ce soit par la loi 21[5] de la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui stigmatise les femmes musulmanes ou dans les diatribes des

5 Loi sur la laïcité de l'État adoptée en juin 2019.

Mathieu Bock-Coté, Richard Martineau, Denise Bombardier et compagnie avec leurs discours démagogiques et leur vision conservatrice insulaire et xénophobe des aspirations et intérêts du peuple québécois. Le nationalisme n'est pas progressiste par nature, tout dépend du rôle qu'il est appelé à jouer. Historiquement, au Québec, il représente les aspirations de la classe politique bourgeoise, mais également la lutte des couches populaires contre le capitalisme, dont les formes sont toujours apparues comme étrangères tant sur le plan économique que culturel. C'est ainsi que l'imposition du français comme langue de travail et comme langue commune dans l'espace public représente l'une des victoires – à ne jamais prendre pour acquis – de cette affirmation nationale.

Songer à une stratégie uniquement québécoise de changement de société, c'est ignorer la puissance des institutions financières et des corporations. Il ne faut pas confondre gouvernement et État. Le gouvernement n'est qu'un instrument qui demeurera limité — même s'il peut se situer à gauche dans certaines occasions — car il reste régi par les règles des corporations et des institutions financières, à plus forte raison dans un système économique mondialisé. Souvenons-nous du sort que la Banque centrale européenne a réservé à la Grèce (qui est pourtant un état souverain) il y a quelques années, ce qui a éteint les espoirs de la gauche de par le monde, suscités par l'accession au pouvoir de Syriza, et ce qui a fini par inaugurer une intensification des programmes d'austérité.

Les défis des forces progressistes au Canada anglais

Comme au Québec, le principal défi des forces progressistes du Canada anglais est de fonder leurs luttes sur leurs propres bases. La position du Congrès du travail du Canada (CTC) est à l'image de la problématique que doit affronter la classe ouvrière canadienne. Le CTC s'identifie à l'État fédéral actuel comme seule forme concevable de la nation canadienne, ce qui l'a conduit à n'exprimer que du bout des lèvres une position en faveur du droit à l'autodétermination du Québec.

Les forces progressistes au Canada anglais se trouvent dans une impasse politique. Elles manquent d'imagination politique sur les perspectives de dépassement du cadre du fédéralisme actuel, et elles sont affaiblies à cause de leur fragmentation, à l'image de la politique canadienne, ce qui les conduit à adopter des stratégies localistes. Les conséquences sont de deux ordres. D'une part, il est impossible pour la gauche d'établir une stratégie politique canadienne en conjonction avec le Québec. D'autre part, la dynamique de mobilisation est surtout régionale. Il est difficile de concevoir une lutte étudiante canadienne de l'ampleur de celle du Québec en 2012 car l'éducation est de juridiction provinciale. Il en va de même pour le secteur de la santé.

Au Québec, le caractère spécifique de la question nationale donne aux luttes du secteur public, du mouvement étudiant, des mouvements sociaux et environnementaux, une cohésion et un potentiel politique qui dépassent une lutte à caractère provincial. On ne retrouve pas ce type de phénomène au Canada anglais.

Ce n'est que par la compréhension de ces différences et par une stratégie unitaire pour sortir de la domination de l'État central fédéral afin de redéfinir une nouvelle société égalitaire qu'on pourrait dépasser cette division. C'est cette compréhension mutuelle et cette conjugaison des luttes qui permettraient l'unification dans des dynamiques différentes des forces progressistes du Québec et du Canada anglais. Comme l'affirmait Pierre Beaudet dans une réflexion sur la gauche canadienne et la question de Québec, c'est la réinvention de l'État canadien qui « permettrait l'émancipation de la nation québécoise ainsi que des peuples autochtones et c'est ce qui leur donnerait la liberté de décider comment coopérer avec les autres peuples de cette terre qu'on appelle Canada. Il se peut qu'une nouvelle entité naisse d'un nouvel accord entre les différentes nations. Mais pour y arriver, les peuples doivent commencer à lutter ensemble[6] ».

6 Pierre Beaudet, « The Canadian left and the Québec question », *Canadian Dimension*, vol. 51, n° 3, été 2017, notre traduction.